

Compte rendu de la réunion du 11 février 2009 sur le suivi de la réforme des permis plaisance

Participants :

E. Cornacchia, D. Clérin, S. Mahieu, C Aubert : mission de la navigation de plaisance et des loisirs nautiques; Mme Bougot, sous-direction des systèmes informatiques; M.Mogenni, Mme Roussy : service de navigation de la Seine.
M. Néméta : Fédération nationale des bateaux-écoles ; M. Cravic et M. Tavernier :: Chambre nationale des bateaux écoles ; Mme Santos et M.. Delorme : Conseil national des professions de l'automobile ; M. Lecomte : Ecole de conduite française ; M. Pochon : Fédération des industries nautiques.

I Introduction

Il est tout d'abord procédé à la présentation des textes pris depuis la réunion du 20 juin 2008:

- note du 6 août 2008 relative à la délivrance sans examen de l'option « eaux intérieures »
- note du 28 septembre 2008 sur la qualité des photographies sur les permis
- instruction du 23 décembre 2008 relative aux visites des bateaux de formation de plus de 10 ans.

II Statistiques

Les statistiques concernant les permis délivrés en 2008 sont présentées. Il y a eu 55 344 permis délivrés par examen en 2008 auxquels s'ajoutent 18 000 titres passés en 2007 et délivrés en 2008. Le nombre total est donc inférieur à ceux des années 2006 et surtout 2007, du fait de l'effet d'annonce de la réforme qui avait entraîné de nombreuses inscriptions pendant ces deux années. Les professionnels font remarquer la situation critique de nombreux établissements. Le difficile début d'année 2009 semble davantage être lié à la conjoncture économique globale qu'à l'effet de la réforme qui relève désormais du passé.

La réforme n'a pas modifié la répartition du nombre de titres, à l'exception de l'option « eaux intérieures » qui semble plus attractive du fait de la passerelle entre les titres mer et eaux intérieures.

Près de 820 établissements ont été agréés et environ 1 500 formateurs ont obtenu une autorisation d'enseigner.

La modification des modalités de l'examen n'a pas entraîné une hausse sensible du taux d'échec: pour l'option côtière, le taux de réussite est d'environ 89%.

Il est précisé aux organisations professionnelles que d'autres statistiques seront disponibles via l'application Oedipp (taux d'échec par question, par ex).

Il apparaît que de nombreux candidats restent inscrits dans Oedipp même s'ils ont abandonné leur formation. Des modalités de purge de ces candidats au bout d'un délai à définir vont être étudiées avec le SDSI.

III Les comités locaux de suivi

Un bilan des comités locaux de suivi dont la création a été proposée lors de la réunion du 20 juin est ensuite présenté. Ces comités ont permis de résoudre bon nombre de problèmes locaux. Le représentant de l'ECF fait toutefois remarquer que dans plusieurs cas ces comités réunissaient tous les établissements dépendant d'un même service instructeur, ce qui les rendait alors peu efficaces: ils s'agissait alors davantage de réunions d'information.

L'administration confirme que dans certains services instructeurs où les fédérations professionnelles n'étaient pas suffisamment représentées, tous les établissements ont été convoqués par le chef de service. En Bretagne, une réunion s'est tenue au niveau régional. Le représentant du CNPA estime que le niveau régional est le bon niveau pour organiser ces comités. L'administration souligne toutefois que la compétence en matière de permis ne se situe pas au niveau régional, mais départemental, ce qui explique le choix des services instructeurs.

Les comités locaux de suivi ont souhaité voir remonter au niveau national plusieurs propositions:

- a) Rendre publique au moins au niveau local la liste des établissements agréés. Cette demande est relayée par les fédérations professionnelles et reçoit un avis favorable de l'administration. La possibilité d'éditer une liste par service instructeur à partir d'Oedipp sera étudiée par le SDSI. Pour des raisons de fiabilité de la mise à jour, c'est le niveau local qui est privilégié.
- b) Possibilité pour les établissements de répondre par la messagerie intégrée dans Oedipp aux messages du service instructeur. Les avis, tant des fédérations professionnelles que des services instructeurs sont réservés à ce sujet.
- c) Possibilité de consulter le calendrier des examens sans inscrire de candidat. Accord général pour retenir cette proposition.

IV Les contrôles administratifs

Le bilan des contrôles administratifs des établissements agréés effectués en 2008 est présenté. Les contrôles administratifs des établissements agréés ont commencé à partir du second semestre 2008. Un peu plus de 150 contrôles ont eu lieu avant mi-décembre. Certains services instructeurs ont contrôlé l'ensemble ou une bonne part des établissements relevant de leur compétence. Pour d'autres services, les contrôles sont prévus pour l'inter-saison.

Les principales irrégularités constatées sont les suivantes:

- absence de contrat
- livret d'apprentissage non ou mal rempli
- absence de registre spécial
- séparation salle de cours/accueil inexistante
- signalisation « bateau école » ou « bateau de formation » absente

Les contrôles ont amené à des avertissements pour les établissements en infraction. Plusieurs établissements ont vu leur agrément suspendu ou retiré définitivement. Des cas de suspensions ou de retraits sont détaillés auprès des représentants des professionnels. Il apparaît que souvent les établissements sanctionnés présentaient plusieurs infractions à la réglementation.

Les représentants des fédérations professionnelles remarquent que le nombre des contrôles est très inférieur au nombre d'établissements agréés. L'administration reconnaît ce fait et convient qu'un effort doit être fourni pour augmenter le nombre de contrôles.

V Le contrôle de la validité des certifications

Le projet de circulaire sur les contrôles de validité des certifications (anciennement appelés contrôles pédagogiques) est remis aux représentants professionnels pour qu'ils fassent connaître avant le mois de mai leurs observations et propositions à l'administration. S'il s'agit bien de contrôler la pertinence de la validation effectuée par le formateur, des divergences importantes apparaissent quant aux modalités du contrôle: simple observation du formateur et des outils et du référentiel de validation qu'il met en place (proposition du CNPA) ou vérification a posteriori de la validité de la validation en interrogeant plusieurs candidats (projet de circulaire).

VI Points divers

les points suivants sont examinés:

- mise à jour des QCM électroniques avec introduction de 20 nouvelles questions pour l'option côtière qui tiennent compte des changements réglementaires suite à la mise en place de la division D 240.
- problème de la formation en ligne, soulevé par le représentant de la FNBE. Une réflexion sur ce sujet devra être menée. En tout état de cause, la proposition par un établissement agréé d'une formation théorique en ligne ne dispense pas de la nécessité d'une salle de formation
- Certaines questions sur le GPS posées dans les sujets d'examen pour l'obtention de l'extension hauturière semblent trop théoriques et sans lien avec la navigation effective.

La prochaine réunion se tiendra avant l'été